

## Crise climatique

Le chaud, le froid...  
Qu'est-ce qui nous tue?

**Les décès liés à la chaleur sont en augmentation. Mais on enregistre bien plus de morts à la suite de températures basses.**

Caroline Zuercher



forcera globalement les effets de la chaleur».

**Bien plus de décès en hiver**  
Et le froid? Il affecte les Suisses «dans une bien plus grande mesure». Toujours selon l'équipe bernoise, plus de 5200 personnes sont décédées chaque année à la suite de températures basses, au cours des cinquante dernières années.

Mais de quoi sont-elles mortes précisément? «Contrairement aux vagues de chaleur, pour lesquelles les conséquences sur la santé sont clairement visibles, les choses sont bien plus complexes avec le froid», souligne dans le communiqué diffusé l'an dernier l'auteur principal de l'étude bernoise, Evan de Schrijver. L'augmentation des maladies infectieuses en hiver, la qualité du logement et l'accès aux soins sont mentionnés comme «des facteurs d'influence».

Les scientifiques relèvent que ces décès ont diminué, probablement en raison de l'amélioration des soins de santé et de la hausse du statut socio-économique. Toutefois, cet effet serait contrebalancé par le vieillissement connu dans notre pays. Et en raison du développement de la population (vieillesse et augmentation des habitants), les scientifiques prévoient une hausse dans les années à venir, malgré le réchauffement.

**Recensement compliqué**  
«On peut étudier la surmortalité durant une saison donnée, mais il est difficile de recenser les décès directement liés au froid, commente la climatologue Martine Rebetez. De tels cas concernent des sans-abri ou des personnes perdues en montagne.» Le médecin cantonal valaisan Eric Masserey insiste lui aussi sur la responsabilité, dans les régions urbaines, de protéger les sans-abri.

Que faire pour les autres personnes? «La vulnérabilité liée au froid existe, comme celle liée au chaud, répond le médecin. Mais il faut savoir de quoi on parle. Des virus qui circulent davantage en hiver? Des périodes de grand froid qui peuvent déclencher une crise d'asthme ou aboutir à une chute sur une plaque de glace? Au final, on peut uniquement donner un conseil de bon sens, qui consiste à rester chez soi si l'on est fragile et que le thermomètre chute.»

«Selon des études, le froid serait [...] jusqu'à 10 fois plus dangereux que la chaleur.»

Thérèse Schläpfer  
Conseillère nationale  
(UDC/ZH)



«La vulnérabilité liée au froid existe, comme celle liée au chaud.

Mais il faut savoir de quoi on parle.»

Eric Masserey  
Médecin cantonal valaisan

rant les années 1970, contre plus de 300 entre 2000 et 2010. Les scientifiques précisent que les mesures sanitaires prises après la canicule de 2003 ont été efficaces, car la situation s'est améliorée entre 2000 et 2009.

Il s'agit de prévenir toutefois que l'impact de la chaleur sur la santé reste «considérable». Il est prévu qu'il s'aggrave dans les décennies à venir en raison du changement climatique». En outre, l'association avec le vieillissement de la population «ren-

## Sécurité

**Place Fédérale fermée pour cause d'objet suspect**

Le périmètre de la place Fédérale à Berne a été momentanément bouclé ce jeudi peu avant midi en raison de la présence d'un objet suspect. Une frayerie qui n'a pas duré longtemps, puisque la mesure a été levée peu après 14 h, a indiqué une porte-parole de la police cantonale bernoise. Les spécialistes ont examiné l'objet suspect qui s'est révélé être finalement inoffensif. Les rues environnantes qui avaient été fermées ont pu être rouvertes au trafic et au public dans la même journée. La police cantonale bernoise n'a pas été en mesure de donner plus d'informations sur la nature de cet objet. **ATS**

## Le chiffre

2,18

**C'est le nombre de personnes que compte le ménage suisse moyen. Fin 2022, la Suisse dénombrait environ 4 millions de ménages. Près de 30% sont composés de couples sans enfant et de couples avec au moins un enfant de moins de 25 ans. Quelque 37% de la population vit dans un ménage d'une seule personne, précise l'Office fédéral de la statistique. Le nombre de ces ménages a plus que triplé depuis 1970. Les foyers monoparentaux représentent environ un sixième des ménages avec enfants. Genève, Neuchâtel et Vaud en comptent le plus grand nombre. ATS**

## Valais

**Appel après l'acquittement d'un journaliste**

Le Ministère public valaisan fait appel après l'acquittement d'un journaliste du Matin Dimanche accusé d'avoir dévoilé des extraits d'un rapport d'une commission parlementaire deux jours avant sa parution officielle. Le prévenu avait été acquitté le 31 août dernier par le tribunal du district de Sion. L'instance avait estimé qu'il avait agi sous l'influence d'une appréciation erronée des faits. Or, selon le procureur général Nicolas Dubuis, d'accusé est un journaliste professionnel expérimenté qui ne pouvait ignorer qu'il enfreignait ou prenait le risque d'enfreindre la loi». Le Ministère public a donc fait appel. **ATS**

## Mikhaïl Khodorkovski

## «La Russie changera de régime d'ici à cinq ans»

**L'ex-oligarque devenu opposant politique, après avoir croupi dix ans dans les geôles russes, publie de son exil londonien un nouveau livre pour bâtir l'après-Poutine.**

Tristan de Bourbon Londres

Mikhaïl Khodorkovski a connu les couloirs du Kremlin, lorsqu'il était l'un des hommes les plus riches de Russie dans les années 90, à la tête du groupe pétrolier Ioukou, et les cellules des colonies pénitentiaires. Pour avoir dénoncé, début 2003, la corruption au sommet de l'État, l'oligarque est arrêté, condamné pour escroquerie et évasion fiscale et envoyé dix ans en prison, avant d'être gracié. Depuis 2013, il vit à Londres, où il a fondé l'association Open Russia. Son dernier livre, «How to Slay A Dragon?» (Comment terrasser un dragon?) publié chez Polity Press, présente sa vision d'une Russie démocratique, débarrassée de Vladimir Poutine.

**Plusieurs dissidents ou oligarques russes en exil ont trouvé la mort dans d'étranges circonstances. Craignez-vous pour votre vie?** Les mesures mises en place dans les pays alliés depuis le début de la guerre limitent la possibilité pour le régime de Poutine de commettre des assassinats. Mais j'ai approché à plusieurs reprises la police, suspectant que mon bureau et moi-même étions placés sous surveillance illégale. Les autorités britanniques m'ont répondu que mes suspicions n'étaient pas infondées, sans en dire plus toutefois. Je me protège donc. Même si j'estime ne pas être une cible de Poutine, s'il décide de mettre les ressources de l'État pour recruter des assassins afin de se débarrasser de moi, je ne pourrai rien faire. Je dois juste vivre avec cette possibilité. Et c'est ainsi que je vis.

**Des fissures apparaissent parmi les pays occidentaux dans leur soutien à l'Ukraine. Qu'attendez-vous de leurs responsables?** Je n'attends rien d'eux. La politique d'apaisement sur le continent européen a malheureuse-

sie dans les cinq prochaines années. Mon ami [le champion d'échec] Garry Kasparov et moi-même avons des débats sans fin à ce sujet. Il estime que la victoire de l'Ukraine conduira à un changement de régime au Kremlin. Ma position est inverse: j'estime que seul un changement de régime au Kremlin permettra à l'Ukraine de récupérer son territoire et de revenir aux frontières de 1991. Quoi qu'il en soit, un changement de régime sans violence n'est pas possible dans la Russie d'aujourd'hui, quel qu'un mourra. Il ne peut pas en être autrement.

**Comment la chute de Poutine interviendrait-elle?** En cas de défaite militaire en Ukraine, il est probable que l'armée cherchera un bouc émissaire. Pour éviter d'être désignés comme tels, les généraux pourraient se soulever. Autre possibilité, si l'Occident cesse d'aider l'Ukraine, comme cela semble se dessiner, et que Poutine réussit à s'emparer d'une partie importante du territoire ukrainien, voire de toute l'Ukraine, il n'en gagnera pas un capital politique ou économique énorme. En effet, les combats sur le territoire de l'Ukraine se poursuivront et les sanctions resteront en place. La Russie connaîtra donc une très faible croissance économique, voire une récession économique. Coïncé, Poutine se retrouvera dans une situation où il devra déclencher une nouvelle guerre pour se maintenir au pouvoir, ce qu'il a déjà fait dans le passé. Dans le meilleur des cas pour l'OTAN, cet affrontement commencera dans l'ouest de l'Ukraine, si cette région n'est pas occupée d'ici là. Dans le pire des cas, il fera rage sur le territoire même d'un pays de l'OTAN. Poutine est, en effet, convaincu que l'OTAN ne protégera pas ou ne défendra pas ses propres membres avec des armes. Une victoire en Ukraine l'en convaincra. Cela aboutira à l'entrée en guerre des États-Unis, quel que soit alors le président américain, y compris Donald Trump.

**La fin du régime de Vladimir Poutine est-elle proche?** Je suis convaincu qu'un changement de régime aura lieu en Rus-



Mikhaïl Khodorkovski à Londres, où il poursuit son combat, comme nombre d'opposants contraints de quitter la Russie. «Tous les opposants emprisonnés reçoivent de nouvelles condamnations à l'expiration de leur peine initiale, comme ce fut le cas pour moi.» AP/ISABEL INFANTES

## Face aux gangs tout-puissants, les Haïtiens mettent tout leur espoir dans les officiers de police kényans

**Caraiïbes**  
**Une mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti vient d'être approuvée par l'ONU. Peut-elle réussir?**

«Enfin une lueur d'espoir! Les Haïtiens étaient vraiment au fond du gouffre. Le feu vert du Conseil de sécurité de l'ONU à une mission multinationale de police, c'est une bonne nouvelle à l'heure où 80% de la capitale, Port-au-Prince, est sous l'emprise des gangs et 90% de la population veut fuir le pays», explique Olivier David, qui dirige en Haïti les programmes de l'organisation suisse d'aide au développement Helvetas.

Concrètement, un millier d'officiers de police kényans devraient débarquer à Port-au-Prince au début de l'an prochain, auxquels se joindront en principe des forces venues d'autres pays. L'Espagne, le Sé-



**Jimmy Cherisier, alias Barbecue, chef du redoutable gang G9, à la tête de centaines de manifestants réclamant la démission du premier ministre Ariel Henry, le 19 septembre 2023.** KEYSTONE

négal, la Jamaïque, les Bahamas et Antigua auraient déjà donné leur accord de principe pour participer à cette mission approuvée lundi à New York par les Nations Unies, sans pour autant avoir été mandatée formellement par l'ONU.

La nuance a son importance, car les Casques bleus présents de 2004 à 2017 ont laissé de mauvais souvenirs sur l'île. La mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) a été entachée par nombre d'abus sexuels. Le choléra apporté par les soldats né-

palais a fait 10'000 morts. Enfin, les maigres progrès réalisés au début du mandat ont été anéantis par le terrible séisme de 2010.

**Misère omniprésente**

«Les Haïtiens, il me semble, apprécient le fait que la nouvelle force internationale soit menée par les Kényans. Ceux-ci n'ont pas participé à la Minustah, ils ont l'expérience de missions ailleurs dans le monde et les Haïtiens s'en sentent proches par leurs racines africaines. Ils veulent croire que l'expérience sera différente cette fois-ci», note Olivier David, avant d'ajouter: «Ils ne sont pas naïfs mais veulent simplement leur laisser une chance de réussir, car le pays traverse une crise multidimensionnelle, à la fois sécuritaire, politique et socio-économique.»

La misère est omniprésente. Aujourd'hui, un Haïtien sur deux est en situation de crise alimentaire dans un pays où rien ne fonctionne ou presque. Helvetas est active dans le sud-est (Jacmel, Belle

«Les gangs ont le contrôle sur tous les accès de la capitale. Pour quitter la ville, nous devons prendre l'avion.»

Olivier David  
Directeur d'Helvetas en Haïti

Anse, etc.) en aidant les mairies à organiser le réseau de distribution d'eau, en mettant sur pied des formations pour les jeunes ou encore en soutenant financièrement les familles les plus démunies.

**Éviter les balles perdues**

À cela s'ajoute une profonde crise politique. Il n'y a pas eu d'élections en Haïti depuis 2016 et le premier ministre Ariel Henry a simplement été nommé par le président Jovenel Moïse juste avant

son assassinat en 2021. Autant dire que la légitimité du gouvernement est pour le moins chancelante.

Quant à l'insécurité, elle est aiguë. Il y aurait eu 3000 morts en six mois, selon les estimations de l'ONU. Concrètement, Olivier David reçoit une dizaine d'alertes chaque jour. «Il y a des zones où l'on ne va pas. Mais la situation est très volatile. Nous utilisons un véhicule blindé pour nous rendre à l'aéroport, car on peut être la cible d'attaques ou simplement recevoir des balles perdues.»

«Il y a les affrontements entre gangs ou avec la police, les kidnappings, les routes barrées par un camion que la population du quartier a placé là pour tenter de se protéger ou encore les checkpoints illégaux des gangs, énumère-t-il. Ces gangs ont le contrôle sur tous les accès de la capitale. Pour quitter la ville, nous devons toujours prendre l'avion.»

Dans ces conditions abominables, nombreux sont les Haïtiens qui attendent avec impa-

tience l'arrivée des officiers de police kényans. Reste à savoir si ces forces de sécurité étrangères auront le dessus dans la guérilla urbaine qu'elles devront affronter.

**Guérilla et abus policiers**

Certains experts en doutent. La force aura besoin de «conseillers parlant créole pour échanger avec la population», prévient notamment Richard Gowan, spécialiste de l'ONU au sein de l'International Crisis Group. Interrogé par l'agence AFP, il insiste sur la difficulté d'obtenir des informations détaillées sur des gangs qui «connaissent le terrain urbain sur le bout des doigts».

Autre sujet d'inquiétude: la triste renommée de la police kényane, accusée de brutalités, abus en tous genres, disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires. L'opposition politique est réprimée sans merci au Kenya, où les «forces de l'ordre» seraient déjà responsables de plus de cent morts cette année. **Andrés Allemand Smaller**

«Déclarer que tous les Russes sont responsables va dans le sens de la propagande de Poutine.»

ment une longue tradition. Dans une situation de guerre comme celle que connaît l'Europe aujourd'hui, il faut être un leader qui explique à son peuple qu'il faut changer radicalement de point de vue. Winston Churchill, Helmut Kohl ou Willy Brandt étaient ce genre de leaders. En revanche, il serait bon que les Occidentaux fassent moins ouvertement preuve de russophobie: déclarer que tous les Russes sont responsables et qu'il faudrait un effondrement de la Russie va dans le sens de la propagande de Poutine. La russophobie lui permet de consolider le soutien de la société autour de lui, de gagner des partisans et d'augmenter le nombre de recrues dans l'armée.

**En cas de chute du régime, quel sera le rôle des exilés russes dans la Russie de demain?**

Les émigrés de la diaspora russe participeront très activement à ce processus. Nous, le Comité anti-guerre de Russie (ndlr: créé avec d'autres opposants russes en exil), avons un projet appelé «le premier vol»: des milliers de personnes sont prêtes pour prendre le premier vol lorsque le ciel sera ouvert pour revenir en Russie. Pour le moment, il est difficile d'agir depuis le territoire russe. Tous les opposants emprisonnés que je connais reçoivent de nouvelles condamnations à l'expiration de leur peine d'emprisonnement initiale, comme ce fut le cas pour moi. Tous. En dehors de ceux qui sont prêts à mener des actions dures et savent qu'ils seront emprisonnés jusqu'au changement de régime, le combat est souterrain.

**«How to Slay a Dragon»**  
Mikhaïl Khodorkovski  
240 p.  
Polity Press

## L'UE aura-t-elle les moyens de s'élargir à l'Ukraine?

**Sommet européen de Grenade**

**La question de l'élargissement de l'UE dans la prochaine décennie sera abordée ce vendredi lors d'un sommet informel des Vingt-Sept.**

En cette fin de semaine, l'élargissement de l'Union européenne est au cœur des débats. Sujet délicat sur lequel les Vingt-Sept plancheront ce vendredi, dans la foulée du troisième sommet de la Communauté politique européenne (CPE), qui s'est tenu ce jeudi à Grenade, en Espagne.

Les Vingt-Sept resteront donc un jour de plus dans la cité andalouse pour entamer les discussions sur les modalités d'intégration de plusieurs pays dans l'UE. Parce qu'il y a foule au portillon. L'Ukraine bien évidemment, la Moldavie, la Géorgie, mais aussi six États des Balkans (la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo) pourraient rejoindre l'Union dans la prochaine décennie.

**Le prix de l'élargissement**

C'est donc un immense chantier qui s'ouvre, avec d'indispensables réformes de gouvernance à la clé et de nombreuses questions notamment financières... En effet, ces neuf pays candidats ne figurent pas dans la liste des plus riches du Vieux-Continent. Selon une étude interne européenne qui a fuité cette semaine dans le «Financial Times», en entrant dans l'UE, l'Ukraine pourrait ainsi bénéficier de 186 milliards d'euros de fonds européens sur sept ans.

Concrètement, Kiev serait éligible à 96,5 milliards d'euros de subsides de la Politique agricole commune (PAC). Ce qui entraînerait une réduction des subventions d'environ 20% pour les États membres existants, selon l'étude. L'Ukraine pourrait aussi obtenir 61 milliards d'euros pour l'amélioration de ses infrastructures via un fonds d'aide aux États membres les plus pauvres.

Les huit autres candidats, eux, seraient éligibles à hauteur de 74 milliards d'euros de subsides. Autrement dit, indique le rapport du secrétariat du Conseil de l'UE cité par le quotidien économique britannique, «tous les États membres de l'UE devront payer plus et recevoir moins du budget», et ceux qui sont actuellement «des bénéficiaires nets deviendront des contributeurs nets».

Le montant total de l'entrée de neuf États membres s'élève-

rait à 256,8 milliards d'euros sur sept ans. Le budget de l'UE augmenterait de plus de 20%, pour atteindre 1470 milliards d'euros sur la même période.

«Ce chantier s'inscrit dans la continuation du projet de paix qu'est l'Union.»

Un diplomate européen

«C'est pourquoi nous devons aussi présenter cet élargissement comme une opportunité, avec un gain de population de quelque 14%, un accroissement du PIB, de nouveaux marchés pour les entreprises de l'UE», estime, dans les colonnes du journal français «Les Échos», un diplomate européen pour qui «ce chantier s'inscrit dans la continuation du projet de paix qu'est l'Union».

**Réforme nécessaire**

Ces chiffres doivent toutefois être pris avec la plus grande prudence. Cette modélisation, non cautionnée par la Commission européenne, correspond à une première estimation provenant d'une extrapolation des règles budgétaires existantes de l'UE. Or, il est clair qu'en cas d'élargissement, ces règles seraient ajustées.

«Ces chiffres ne peuvent fonctionner pour personne, mais ils démontrent qu'une réforme en profondeur du budget de l'UE est nécessaire», a prévenu Mujtaba Rahman, directeur général pour l'Europe du groupe Eurasia, sur X (anciennement Twitter). Reste que cette simulation a le mérite de donner une idée de l'ampleur de la tâche qui attend les Vingt-Sept.

Yannick Van der Schueren

## Sur le front est

Au moins 51 personnes, dont un enfant, ont été tuées par une frappe russe à Groza, un village de 330 habitants de l'est de l'Ukraine. La frappe a entièrement détruit un magasin et un café au moment où une soixantaine de personnes s'y trouvaient, notamment par un enterrément, a précisé jeudi le ministre de l'Intérieur, Ihor Klymenko, à la télévision nationale. Selon les données préliminaires, la frappe a été effectuée à l'aide d'un missile balistique Iskander. **ATS**

## Haut-Karabakh

**Tirs à la frontière**

Dans un contexte de fortes tensions après l'offensive victorieuse de Bakou au Haut-Karabakh, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont accusés mutuellement de tirs sur leurs troupes respectives près de la frontière jeudi, mais sans déplorer de blessé. Parallèlement, Hkmet Hajiev, un conseiller du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, a assuré sur X (ex-Twitter) que Bakou était «prêt à participer prochainement à Bruxelles à des réunions tripartites entre l'Union européenne, l'Azerbaïdjan et l'Arménie». Le président du Conseil européen, Charles Michel, a indiqué dans la foulée qu'il avait invité le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, et le premier ministre arménien, Nikol Pashinian, à Bruxelles d'ici fin octobre. **AFP**

## Il a dit

«Nous sommes essentiellement confrontés à la tâche de bâtir un nouveau monde.»

Vladimir Poutine, lors du forum politique de Valdai, en Russie

